

# C'est Possible!

« PLUS L'ÊTRE HUMAIN S'OUVRE À LA VIE, PLUS LA VIE LUI OFFRE DE POSSIBLES » PAULE SALOMON

Vide-grenier solidaire à Vitry-sur-Seine (94)



DOSSIER SPÉCIAL p.3

## Sociale & solidaire

### Une autre économie qui nous est proche

Une économie, mettant au coeur l'humain, localement, permettant à toutes et tous de trouver sa place à l'heure d'une constante augmentation du chômage, est-ce un rêve ? C'est ce que l'économie sociale et solidaire tente de faire. Et si on essayait ?

#### DANS CE DOSSIER, VOUS RETROUVEREZ :

- P.4 - Comprendre l'économie sociale et solidaire
- P.4 - Interview de Danièle Demoustier « Eviter que l'économie mange le social »
- P.5 et 6 - Des exemples d'actions
- P.5 et 6 - Paroles d'habitants

#### ACTUALITÉS p.2



**AILLEURS** Nouveau visage pour les billets de 20\$ ?

#### EN DIRECT DU RÉSEAU p.7



p.8 **PORTRAIT** KARIM MIMOUNI

# ça bouge!

Des actualités de France et d'ailleurs revenant sur des démarches de personnes essayant de changer les choses !

## ÉDITO



Comment ça, « C'est possible ! » ? Qu'est-ce qui est possible ? Et pourquoi l'affirmer ainsi haut et fort ? Pourquoi se lancer dans la publication d'un journal dont le titre pourrait presque être perçu comme provocateur, dans un contexte national et mondial particulièrement anxiogène depuis le début de l'année 2015, plus propice à la peur et au découragement qu'à l'enthousiasme et à l'imagination ?

A l'opposé d'un discours médiatique souvent décourageant, nous pensons en effet qu'il est possible d'agir localement pour améliorer notre vie quotidienne et celle des autres. C'est ce que nous nous attachons à démontrer par l'intermédiaire de ce journal, qui se veut un modeste antidote à la morosité ambiante et qui paraîtra 4 fois par an. Nous y mettrons en lumière ce que sont capables de faire des petits groupes de citoyens conscients et engagés — pour reprendre les mots de l'anthropologue américaine Margaret Mead — pour produire du changement localement et parfois même à beaucoup plus grande échelle ! « C'est possible ! » est édité par la Fédération des centres sociaux et socioculturels de France (FCSF) car il s'inscrit dans l'actuel projet de notre fédération d'accompagner les centres sociaux dans leur désir d'être, plus encore qu'hier, des espaces de « possibles », des lieux où les habitants de tous âges et de toutes conditions peuvent trouver, au-delà d'une écoute, la possibilité de mettre en œuvre des projets qui auront un impact positif à la fois sur leur vie et sur leur territoire. Nous souhaitons que ce journal trouve un écho positif auprès des salariés et des bénévoles des centres sociaux, mais qu'il puisse également parvenir jusqu'aux habitants qui fréquentent nos structures; qu'il soit support à discussions et débats, le moteur d'un engagement renouvelé dans nos projets ou la source d'inspiration pour de nouvelles initiatives. Bonne lecture!

LE CHIFFRE

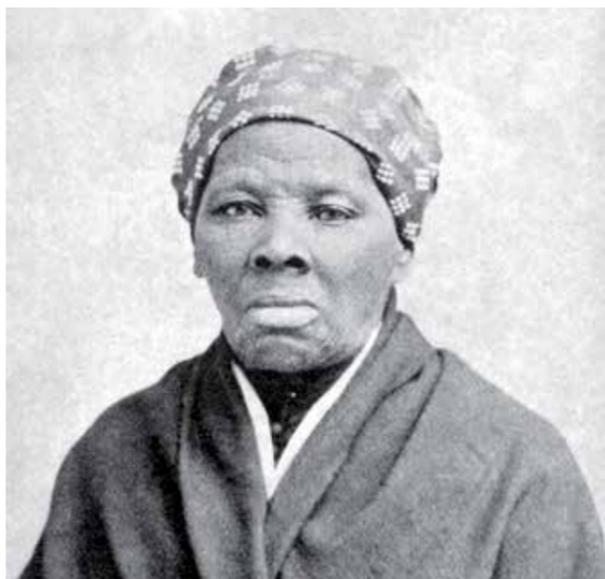
# 270 MILLE TONNES

C'est le nombre de tonnes rejetés chaque année dans les océans. Boyan Slat, néerlandais, l'a constaté à 16 ans à l'occasion d'une plongée en Grèce, et ça l'a poussé à agir. Comment ? En créant une barrière chargée de retenir les déchets ramenés par les courants marins, et qui stockera le tout, en vue d'un ramassage. Ce projet fou est en passe de devenir réalité, avec l'appui de dons du monde entier grâce au crowdfunding (financement participatif sur internet). La fondation créée pour l'occasion poursuit un « petit » objectif : créer une barrière de 100 km à l'horizon 2020 pour ramasser les déchets dans l'Océan Pacifique, l'une des zones les plus polluées. Plus d'info sur [www.theoceancleanup.com](http://www.theoceancleanup.com).

AILLEURS

## Harriet Tubman

UNE PÉTITION AUX ETATS-UNIS POUR QU'ELLE DEVIENNE LA NOUVELLE FIGURE DU BILLET DE 20 \$



À l'heure actuelle, aucune femme ne figure sur les billets de banque américains. Une association, « The Women on 20s » en appelle au président Barack Obama de choisir une femme pour les billets de 20 dollars, et parmi la quinzaine de noms proposés, un sondage récent (fort de 6000.000 votes) a choisi Harriet Tubman. Qui est-elle ? C'est une esclave qui est parvenue à fuir et à faire passer des dizaines d'autres esclaves vers le nord des Etats Unis et le Canada. C'est l'une des plus influentes abolitionnistes et l'une des organisatrices de l'Underground Railroad, un réseau qui aidait les esclaves à s'échapper, impliquant des blancs qui offrait abris et soutien matériel. A suivre !



## Bruno et ses potes

UNE WEB SÉRIE SUR LE HANDICAP

Bruno est atteint de déficience mentale mais c'est aussi un acteur ! Il a lancé avec des amis à lui, rencontrés au grès de tournages ou de la vie, une web série pour changer le regard et les mentalités sur le handicap. Une vraie tranche de vie, des anecdotes, tout cela interroge notre propre regard sur le handicap, deuxième cause de discrimination en France. Alors, allez voir, et causez en ! Et surtout, comme dit Bruno, « partagez un max » ! 7 épisodes déjà disponibles à voir sur [www.brunoetsespot.es.fr](http://www.brunoetsespot.es.fr).

ON SOUTIENT



Un collectif d'habitants du quartier des 3 Cités à Poitiers a pour projet de créer un centre de santé, afin d'améliorer l'accès aux soins de l'ensemble des habitants de ce quartier populaire. Ce centre de santé regroupera en effet plusieurs médecins pratiquant le tiers payant et travaillant dans une optique de prévention. Un beau projet, notamment soutenu par le centre social des 3 cités, et auquel il manque encore des financements. Vous souhaitez contribuer? L'association lance une opération de « crowdfunding » (financement participatif sur internet) courant octobre que nous relaterons sur [fr.ulule.com/centre-de-sante-des-3-cites](http://fr.ulule.com/centre-de-sante-des-3-cites).

ÇA VAUT DE L'OR!



PARRAINAGE DE SANS-ABRI

L'association Toit à moi, née à Nantes et qui se développe un peu partout en France, accompagne les sans domicile fixe pour se réinsérer. Comment ? En les relogant durablement dans des appartements achetés grâce à des dons de particuliers réguliers (20€ par mois). Depuis 2008, ce sont 11 appartements qui ont été achetés, 32 personnes accompagnées et plus de 600 parrains. Vous pouvez les soutenir en vous rendant sur [www.toitamoi.net](http://www.toitamoi.net).

COUP DE CRAYON



Zep, le créateur de la célèbre série *Titeuf*, a fait paraître récemment sur son blog une histoire courte mettant en scène son héros fétiche confronté à l'irruption de la guerre dans son quotidien ; une manière de nous sensibiliser au sort des milliers de réfugiés qui arrivent régulièrement en Europe. L'intégralité de l'histoire est à lire sur : [zepworld.blog.lemonde.fr](http://zepworld.blog.lemonde.fr).

L'IMAGE DU NUMÉRO



La crise humanitaire que connaît actuellement l'Europe face l'arrivée d'un nombre important de réfugiés donne aussi l'occasion à certains d'entre-nous de démontrer leur capacité d'empathie et de générosité, comme ce jeune policier qui fait sourire cette petite fille (à moins que ce ne soit l'inverse) sur les routes d'Allemagne.



# Sociale & solidaire

## Une autre économie qui nous est proche

En essor, l'économie sociale et solidaire (ESS) offre un levier supplémentaire aux structures de développement local et d'éducation populaire pour renforcer le pouvoir d'agir des habitants. Elle peut aussi les aider à diversifier leurs sources de financement.

Une Amap,  
l'espace pour  
rapprocher  
producteurs et  
consommateurs



**D**ans l'Allier, les responsables du centre social de Brout-Vernet observent sur leur territoire « une montée de la précarité énergétique ». Leurs collègues de Vendée s'inquiètent d'« un manque de mobilité » qui constitue « un frein à l'emploi ». Dans l'Ardèche, c'est plutôt « la disparition progressive des commerces de proximité », à la fois le symptôme et l'accélérateur d'un dépeuplement, qui se trouve au cœur des préoccupations. Tandis qu'en Seine-Saint-Denis, on est confronté « à un fort chômage des jeunes et au délitement des liens sociaux qu'il entraîne ». Face à ces besoins, les centres sociaux se tournent de plus en plus — en s'inspirant d'autres acteurs du secteur, voire en nouant avec eux de précieux partenariats — vers « l'autre économie », l'économie sociale et solidaire (ESS). Ce terme a tout juste une quinzaine d'années mais renvoie souvent à des pratiques très anciennes. Il couvre un champ d'activité extrêmement large,

des expériences menées sous des formes juridiques diverses (associations, coopératives, mutuelles, entreprises d'insertion, etc.), menées à des échelles très différentes, tantôt de manière très professionnelle, tantôt en s'appuyant très largement sur les bonnes volontés. Avec ou même parfois sans recours à de la monnaie sonnante et trébuchante, comme c'est le cas dans les systèmes d'échange locaux, basés sur le principe ancestral du troc.

#### UNE ÉVOLUTION DES MENTALITÉS

Ce secteur a le vent en poupe, au risque de voir parfois ses bonnes recettes « récupérées » par le secteur marchand (on le voit avec l'exemple d'Uber, qui a repris en partie les principes de l'économie collaborative dans un but lucratif). Il fait en tout cas désormais l'objet de formations spécialisées dispensées dans l'enseignement supérieur, à l'instar de la première chaire de l'entrepreneuriat social créée par l'Essec ou de la filière « Social Business » lancée par sa rivale HEC.



Il est aussi, désormais, pleinement reconnu par une loi, adoptée en 2014, et qui doit aider l'économie sociale et solidaire à « changer d'échelle ». Il s'agit, excusez du peu, de créer 600 000 postes et d'atteindre 10 % du produit intérieur brut à l'horizon 2020. L'ESS peut constituer une voie parmi d'autres pour renforcer le pouvoir d'agir des habitants. A l'heure où l'horizon des financements publics s'assombrit, la production de services voire de biens, dans un but autre que la génération de profits, au sein ou avec le soutien des centres sociaux, peut par ailleurs

permettre de financer et de proposer d'autres activités. Evoluer vers ce que Yannick Blanc, le président de la Fonda, appelle « une hybridation des ressources », synonyme à ses yeux d'« indépendance », requiert parfois une évolution des mentalités. Cela suppose aussi de se demander, le cas échéant, jusqu'où déplacer le cœur de notre projet et de le faire évoluer, sans entrer en concurrence avec le secteur lucratif ni surtout perdre de vue ce qui fait son sens.

#### UNE MYRIADE D'INITIATIVES

C'est un vent rafraîchissant venu du

## L'ESS peut constituer une voie parmi d'autres pour renforcer le pouvoir d'agir des habitants.



## Danièle Demoustier

### « Éviter que l'économie ne mange le social »

DANIÈLE DEMOUSTIER, ÉCONOMISTE À L'INSTITUT D'ÉTUDES POLITIQUES DE GRENOBLE, RAPPELE LES RACINES DE L'ESS ET EXPLIQUE EN QUOI CE COURANT EST SOURCE D'OPPORTUNITÉS — MAIS AUSSI PARFOIS DE PIÈGES — POUR LES STRUCTURES DE DÉVELOPPEMENT LOCAL OU D'ÉDUCATION POPULAIRE.



#### D'où vient l'économie sociale et solidaire ?

Ce terme est apparu en 1999, à l'occasion d'une conférence nationale organisée par une délégation interministérielle chargée du dossier. Il avait en réalité pour but de rapprocher les anciens mouvements d'économie sociale et de nouvelles initiatives locales qui se revendiquaient de l'économie solidaire. On le devine, si l'appellation est récente, les pratiques — ou du moins leurs sources d'inspiration — le sont beaucoup moins. On pense au développement, début 19e, de la mutualité et, en particulier, des sociétés de secours mutuel, qui constituent les prémices de la sécurité sociale : des ouvriers paupérisés mettaient en commun une somme d'argent pour s'assurer notamment des funérailles dignes. On pense aussi à la création, durant cette même période, de groupements d'achats dans les faubourgs de Paris, Lyon et Marseille, pour payer moins cher les denrées alimentaires, ou aux groupements de

production que mettaient en place des ouvriers sans travail dans les secteurs du bâtiment, de la blanchisserie ou encore de la passementerie et qui ont ouvert la voie aux coopératives. Il s'agissait de réactions au capitalisme et à ses effets néfastes, tels que le chômage et la précarité. Mais on peut aussi trouver à l'économie sociale et solidaire des racines plus anciennes, comme les fruitières du Jura, au moyen-âge : les paysans mettaient leur lait en commun et fabriquaient à tour de rôle le fromage, un peu comme dans les coopératives agricoles d'aujourd'hui.

#### L'ESS revêt des formes multiples, très différentes.

**Quel est leur point commun ?** L'économie sociale et solidaire met en jeu une organisation collective de l'activité. Elle a nécessairement une utilité sociale (elle répond à des besoins sociaux), une dimension solidaire et elle s'appuie sur des principes démocratiques. Par ailleurs, même si ce n'est pas un de ses éléments fondateurs, on se rend compte aujourd'hui que beaucoup de structures relevant de l'ESS revendiquent une préoccupation environnementale et mettent en place des services de recyclage, de réemploi, d'autoréparation, qu'elles allient souvent à une démarche d'insertion professionnelle. Il est d'ailleurs intéressant de

rappeler que l'autopartage, investi aujourd'hui par de grands groupes, est né dans la sphère de l'économie sociale et solidaire.

#### Quels sont les grands domaines dans lesquels on trouve l'ESS ?

L'ESS, historiquement, a cherché à répondre à des besoins de base : agriculture (coopératives) et alimentation (épiceries solidaires, associations pour le maintien de l'agriculture paysanne) ou encore santé (mutuelle). Mais on la trouve aussi dans le sport, la culture et, paradoxalement, dans un secteur comme les banques, avec des acteurs coopératifs comme le Crédit agricole, le Crédit mutuel ou encore La Nef (Nouvelle économie fraternelle), engagée dans la finance solidaire. L'ESS se développe notamment là où se manifestent des besoins non solvables. Il peut s'agir par exemple d'ouvrir un café associatif là où un café « ordinaire » ne pourrait survivre financièrement.

#### En quoi l'ESS offre-t-elle des opportunités aux centres sociaux ?

Traditionnellement, les centres sociaux sont perçus comme des auxiliaires des politiques publiques. Mais dans le contexte économique actuel, il leur faut rendre leurs publics acteurs et pas seulement bénéficiaires. Et l'économie sociale et solidaire a pour

intérêt, précisément, de promouvoir une logique d'entrepreneuriat collectif, de satisfaire ensemble des besoins non satisfaits, tout en créant, éventuellement, des emplois, et en tout cas, en privilégiant une approche démocratique. On peut bien sûr créer une épicerie dans tel quartier. Mais ce qui est plus intéressant, c'est d'associer les habitants, de leur demander quelles sont leurs attentes vis-à-vis d'un tel magasin et de voir comment eux-mêmes peuvent contribuer à sa mise en place et à son fonctionnement.

#### Quels sont les écueils à éviter ?

Il faut éviter que, dans un environnement où l'on fait face à la concurrence du secteur marchand, l'économie ne « mange » le social. Il arrive hélas que, pour développer une activité qui grandisse, qui s'équilibre financièrement, voire devienne rentable, on soit amené au bout d'un moment à ne s'adresser qu'aux clients solvables et à ne conserver que les salariés les plus productifs. Ce qui serait bien sûr contraire aux objectifs de mixité et de cohésion sociale. Pour autant, il ne faut pas avoir peur de l'économie. Du moment qu'on ne la regarde pas exclusivement à travers le prisme du modèle dominant, marchand et lucratif, et qu'on l'aborde plutôt comme un ensemble de moyens pour atteindre collectivement de bonnes conditions d'existence.



## « Cela favorise la citoyenneté active, améliore chez les accordeurs l'estime de soi, la capacité à faire des projets, à franchir des obstacles » PASCALE CARON

Canada. L'« accorderie » est née en 2002 au Québec, avec un nom en guise de clin d'œil à « la corderie », une ancienne usine de cordage, mais aussi au verbe « s'accorder », autrement dit, en québécois, tisser des liens. Le concept a, six ans plus tard, traversé l'Atlantique, et avec lui, Pascale Caron, la personne qui l'a inventé et en a fait un réseau. Aujourd'hui, on emploie ainsi le pluriel pour parler des « accorderies ». Ces 21 structures disposent chacune d'un fonds

qui leur permet d'accorder des prêts (en général 500 ou 600 euros) pour aider un autre « accordeur » à franchir un cap difficile (un frigo ou une machine à laver qui lâche, une entrée d'argent qui tarde et qui nous empêche de régler dans les délais la facture d'électricité, etc.). La première spécificité, c'est que ce sont les membres de l'accorderie qui décident eux-mêmes de l'octroi du crédit. « Nombre d'entre eux ont des revenus bas et sont donc les mieux placés pour

savoir si le demandeur pourra rembourser son prêt », fait valoir Pascale Caron. La seconde, c'est que le bénéficiaire du crédit doit donner en échange, un peu de son temps (quelques heures de ménage ou de repassage, par exemple), comme cela se fait dans les systèmes d'échange locaux. L'accorderie que Pascale Caron a contribué à lancer dans sa ville, Die (Drôme), en 2013, compte désormais 350 membres. Elle a même ouvert dans des communes alentours des antennes directement animées par les habitants concernés. « Cela favorise la citoyenneté active, améliore chez les accordeurs l'estime de soi, la capacité à faire des projets, à franchir des obstacles », vante la présidente du réseau.

### UN CAFÉ SOLIDAIRE

Des projets relevant, comme celui-ci, de l'économie sociale et solidaire, les centres sociaux en conduisent de plus en plus. C'est ainsi par exemple qu'en Ardèche, un centre social est en train de racheter un café voué à la fermeture pour en faire un café solidaire. Objectif : maintenir une vie locale, faire vivre un lieu de rencontre, une activité qui devrait être « au moins autofinancée », anticipe Christian Dumortier, le délégué fédéral de ce département. Un autre centre se demande actuellement comment racheter des magasins déjà fermés pour y installer du commerce de proximité ou des activités artistiques. Ce qui permettrait, au passage, de créer de l'emploi. « Même s'il demeure souvent dans notre mouvement une méfiance vis-à-vis des questions d'argent, de plus en plus d'acteurs comprennent que nos centres sont aussi des entreprises économiques, qui fournissent de l'emploi et des services, qui peuvent aussi consommer localement », assure Christian Dumortier. C'est le cas notamment au sein de la fédération de Vendée. Un travail mené en 2009 sur la participation des habitants a conduit, entre autres, des centres sociaux à se rapprocher du monde de l'entreprise, très largement constitué, dans ce département, de PME. « Il s'agissait notamment d'associer des partenaires privés à leur projet, d'écouter leurs besoins, leur envie aussi, souvent forte,

## « Du bon usage de l'argent »

WINSTON BRUGMANS, PHILOSOPHE.



« A Bordeaux, le centre social Paul Bert a créé un restaurant qui propose des repas de midi à 4 euros. Une somme qui couvre en partie les frais, le reste du coût étant pris en charge notamment par des subventions. Nous avons préféré cette solution à une autre qui aurait consisté à faire payer certains, et pas d'autres. De la sorte, tout le monde est placé sur un pied d'égalité. Il est fréquent aussi que nos hôtes, même s'ils disposent eux-mêmes de faibles revenus, insistent pour laisser au serveur un pourboire, ce qui montre que l'argent peut devenir un facteur de lien social et de reconnaissance. La gratuité est un principe ambigu. Elle se rapproche du don. Un don qui peut rendre dépendant à l'égard de celui qui donne. Un don qui, par ailleurs, « n'a pas de prix » et qui du coup, pourrait-on dire, n'a « pas de valeur ». A l'inverse, payer constitue une façon de se libérer d'une dette et peut permettre d'apprécier autrement, davantage, ce pour quoi on paie. Bien sûr, il ne s'agit pas de tout réduire à un prix, ce qui reviendrait à corrompre les normes morales et civiques, mais de ne pas avoir peur, par principe, de l'argent. Rappelons qu'il a été créé pour offrir un équivalent général qui permet d'attribuer une valeur aux biens et aux services, nécessaire à l'extension des échanges et à la multiplication des possibilités de choix, une des formes de la liberté. »

## GLOSSAIRE

• **Les AMAP** (Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne) visent à favoriser l'agriculture paysanne et biologique, en créant un lien direct entre les agriculteurs et les consommateurs, qui s'engagent à acheter leur production à un prix équitable, réglé à l'avance.

• **La SCOP** (société coopérative de production) est une société commerciale (SARL ou SA) présente dans le secteur concurrentiel. Les salariés sont associés majoritaires et détiennent au moins 51 % du capital. Ils décident ensemble des grandes orientations de leur entreprise et décident du partage des bénéfices.

• **La SCIC** (société coopérative d'intérêt collectif) a pour objet la production de biens ou de services d'intérêt collectif. La particularité de ce statut est le multisociétariat : outre les salariés, on trouve parmi les associés des usagers ou clients, des collectivités locales, des bénévoles, des financeurs.

• **Le SEL** (système d'échange local) permet d'échanger des compétences, des savoir-faire et des produits avec les autres membres du groupe, établi sur un même secteur géographique. Le Sel dispose de sa propre monnaie, généralement comptabilisée en minutes et en heures.

### PAROLES D'HABITANTS

**Christine, 81 ans**  
AIDE-SOIGNANTE À LA  
RETRAITE, BÉNÉVOLE AU CENTRE  
SOCIAL DE FONTENAY (VENDÉE).

« Notre centre social est en train de lancer, en lien avec une entreprise mécène, un projet consistant à construire des bacs pour y faire pousser en commun des légumes. Pour les habitants du quartier, dont beaucoup ont sans doute toujours habité en HLM, c'est une chance de renouer avec la nature, d'apprendre à s'occuper d'un potager. Même si les quantités produites seront sans doute assez modestes, cette initiative peut apporter un petit coup de pouce en termes de pouvoir d'achat, surtout si à cette occasion, en échangeant nos recettes, on trouve ou retrouve l'envie de cuisiner soi-même plutôt que d'acheter des produits industriels. Enfin, à quelqu'un comme moi qui a emménagé récemment dans le quartier, ce potager partagé offrira, je l'espère, la possibilité de faire des rencontres. Car il s'agit de cultiver non seulement des légumes mais aussi des liens sociaux. »



## PAROLES D'HABITANTS

**Marie, 22 ans**  
VOLONTAIRE EN SERVICE CIVIQUE, À BENET (VENDÉE)

« Grâce à un partenariat entre le centre social et un garage local, j'ai pu faire réparer à moindre frais une fuite d'essence dans ma voiture. On ne m'a pas fait totalement payer la main d'œuvre. Une vraie chance pour une jeune maman comme moi, qui vit avec des revenus modestes. Avoir une auto en bon état de marche, c'est presque vital pour les habitants de notre territoire. Pour faire toute une partie de nos courses, effectuer des démarches administratives, voire chercher du travail, nous sommes tenus de parcourir une vingtaine de kilomètres pour aller à Niort ou Fontenay. »

de s'engager socialement et localement sous des formes diverses », explique le délégué de la fédération départementale Frédéric Moreau. Ici, don de planches pour réaliser des bacs où faire pousser des légumes à partager dans l'esprit des « incroyables comestibles ». Là, mécénat de compétences, qui donne souvent un surcroît de motivation à des salariés en fin de carrière.

### DES RÉPARATIONS À PRIX CASSÉS

Parmi les projets les plus aboutis, une convention signée avec un garage, qui — sans devenir un garage social — applique des tarifs très préférentiels à des publics défavorisés, sélectionnés par le centre sur la base d'un diagnostic mobilité. Concrètement, il s'agit souvent

## PAROLES D'HABITANTS

**Véronique**  
ANIMATRICE SCOLAIRE,  
MÈRE DE TROIS ENFANTS,  
À BROUT-VERNET (ALLIER)

« Cela faisait longtemps qu'on se disait, avec les voisins, qu'il fallait qu'on achète notre fuel à plusieurs pour obtenir de meilleurs tarifs. Mais on n'a jamais franchi le pas. Aussi, c'est avec beaucoup de satisfaction que je prends part au groupement d'achat lancé par le centre social. J'en suis à ma troisième commande. Plus cela va, plus on est nombreux, et donc à mieux même de faire baisser les prix. En tant que consommateur, j'ai gagné un peu de pouvoir, de pouvoir d'achat. Mais j'ai aussi l'impression de participer à une action locale, de faire partie d'un groupe, même si en réalité je ne connais quasiment pas les autres membres. Maintenant, je me dis qu'on pourrait étendre le même principe à d'autres achats, par exemple aux fournitures scolaires, au moment de la rentrée. »

## « Une façon de lutter contre la précarité énergétique et aussi, indirectement, de créer du lien social, en faisant découvrir les autres activités du centre à des publics qui ne nous connaissaient pas » PIERRE GOBET

de personnes qui ne peuvent payer totalement l'entretien et les réparations de leur véhicule et qui du coup, faute de moyen de transport, ont du mal à trouver ou à conserver un emploi. Cette question cruciale du pouvoir d'achat a conduit le centre social la Magic, à Brout-Vernet, dans l'Allier, à mettre en place un groupement d'achat de fuel : la structure centralise, environ cinq fois par an les commandes puis négocie les meilleurs tarifs en mettant en concurrence différents fournisseurs, « tous implantés sur notre territoire », souligne Pierre Gobet, son directeur. Les clients règlent ensuite eux-mêmes directement leur facture, à la livraison. « Aucun argent ne transite par le centre », indique-t-il. Lancé en 2013, le projet a permis dès l'année suivante à 260 foyers d'acheter 360 000 litres de fuel, à un prix généralement inférieur de 7 à 10 % à celui du marché. « Une façon de lutter contre la précarité énergétique et aussi, indirectement, de créer du lien social, en faisant découvrir les autres activités du centre à des publics qui ne nous connaissaient pas », se réjouit Pierre Gobet. Forte de ce succès, sa structure a lancé aussi un groupement d'achat de granulés de bois pour le chauffage.

### UN CENTRE SOCIAL SOUS STATUT DE COOPÉRATIVE

Cette incursion de certains centres sociaux dans l'économie sociale et solidaire peut aller jusqu'à l'exploration de formes juridiques jusqu'ici étrangères au mouvement. Ainsi, à Saint-Denis, en banlieue parisienne, l'association Coopérence s'est lancée dans la création d'un centre social sous un statut de coopérative. Il s'agit entre autres de permettre aux salariés de prendre part aux décisions, ce qu'interdit un statut

associatif, et ce, dans un contexte où tous les sociétaires ont le même pouvoir de vote, quel que soit leur apport financier. Il s'agit aussi, en s'appuyant sur le fait que la coopérative est, formellement, une entreprise, de donner aux habitants des clés pour comprendre l'économie. « Nous voulons créer un équipement à vocation globale. Il doit être à même d'apporter des réponses sociales mais aussi sans doute économiques, à des besoins qui ne sont pas ou pas assez couverts, comme la garde des enfants en bas âge », indique le secrétaire de Coopérence, Franck Esvan-Gautier. « Ce qui pourrait déboucher sur des créations d'emploi », fait-il valoir. De l'avis de Yannick Blanc, le président de la Fonda et par ailleurs préfet du Vaucluse, pareilles expérimentations sont indispensables. « Longtemps traités comme des suppléments de la puissance publique et non comme des personnes moralement et économiquement autonomes, les centres sociaux n'ont pas pu se constituer de fonds propres. Et précisément, ce manque d'assistance économique pose aujourd'hui problème à un moment où les dépenses publiques diminuent fortement, à un moment aussi où l'on a plus que jamais besoin des centres pour répondre à la montée de la précarité et de l'exclusion... ».

### CURIOSITÉ, PRAGMATISME, INVENTIVITÉ

Sans adopter le modèle anglais, où les cousins des centres sociaux n'hésitent pas à « faire du business pour financer le social », comme l'a raconté l'un de leurs responsables, Steve Clare, lors du séminaire de Saint-Germain-en-Mont-d'Or, il faut désormais, plaide Yannick Blanc, « faire preuve de curiosité, de pragmatisme, d'inventivité », trouver des

modes complémentaires de financement, explorer les pistes du mécénat ou de la tarification de certains services. « A ce jour, beaucoup de centres ne sont pas concernés par des baisses de subventions. En revanche, de plus en plus de crédits sont désormais fléchés », constate Christian Dumortier. « Soit notre projet va dans le sens de la flèche, soit on le tord pour que ce soit le cas, soit on rate la cible. » Pour lui, dépendre un peu moins des fonds publics pourrait donc, à condition de trouver des formes complémentaires de financement, permettre de « gagner en autonomie ». La présidente de la FCSF, Claudie Miller, invite pour sa part à se poser, « sans tabou », les bonnes questions pour « permettre à chacun de faire ce qu'il sait faire le mieux ». « Dans certains territoires, les centres sociaux peuvent jouer un rôle économique en créant des épiceries solidaires, des friperies ou des ateliers de réparation, dans d'autres, ils ont tout intérêt à devenir partenaires d'acteurs déjà engagés sur ce terrain, comme les régies de quartier. »

## Pour aller plus loin

- CN CRESS, Atlas commenté de l'économie sociale et solidaire, Dalloz, Juris Éditions, 2014
- Demoustier D., « L'autre économie sous toutes ses formes, panorama d'un secteur mal connu » in L'autre économie, Le Nouvel Observateur Société, Hors Série n° 2, 2014
- Demoustier D., « L'économie sociale et solidaire et le développement local » in Les dynamiques de l'économie sociale et solidaire, La Découverte, collection Recherches, 2006
- Draperi J.F., Comprendre l'économie sociale : fondements et enjeux, Dunod, 2014
- Laville J.L. (dir.), L'économie solidaire, une perspective internationale, Desclée de Brouwer, 1994
- [www.economie.gouv.fr/economie-sociale-solidaire](http://www.economie.gouv.fr/economie-sociale-solidaire)
- Revue Internationale de l'Économie Sociale (RECMA) : [recma.org](http://recma.org)
- Le glossaire de l'économie sociale et solidaire : [www.cressidf.org/ess/glossaire.html](http://www.cressidf.org/ess/glossaire.html)

# en direct du réseau

Quelques actualités du réseau des centres sociaux et de leurs partenaires !

## ÇA SE PASSE DANS LE RÉSEAU



Le 20 mai dernier se tenait la 6<sup>e</sup> remise de prix du CCAH, le Comité national de Coordination Action Handicap en présence de Ségolène Neuville, secrétaire d'Etat chargée des personnes handicapées et de la lutte contre l'exclusion. Le CCAH soutient des projets qui permettent d'améliorer la qualité de vie des personnes handicapées. Ce jour là, dans l'assemblée, Louane, une jeune fille accueillie dans un centre de loisirs de la Vienne, ses parents, Sylvain et Claire (ancien et nouvelle référente handicap pour la Fédération des centres sociaux de la Vienne) étaient présents pour recevoir le premier prix dans la catégorie *Changer le regard sur le handicap*. Et même qu'ils sont venus avec un film que l'on peut voir à [dai.ly/x2qs1hn](http://dai.ly/x2qs1hn).

## ON PARLE DE NOUS

À l'occasion du portrait de la journaliste Sahlia Brakhlia, qui a rejoint BFM TV lors de cette rentrée scolaire, on y découvre que dans son parcours, il y a la rencontre avec le centre social Conde sur l'Escaut (Nord), où elle a découvert sa vocation en participant à l'émission *Télé Cité*, proposant des reportages diffusés sur France 3 et tournés avec le centre. A lire, et à regarder ! [www.liberation.fr/ecrans/2015/08/31/joye-cathodique\\_1373056](http://www.liberation.fr/ecrans/2015/08/31/joye-cathodique_1373056).

## En direct de la rue Montcalm (les locaux de la fcsf !)



**14 au 20 septembre !**  
La famille du Réseau Jeunes (voir Vous faites quoi les ) s'est agrandie avec l'arrivée du Réseau Jeunes Européen, qui s'appuie sur les structures membres de la Fédération Internationale des Settlements (IFS — on reviendra dessus prochainement). Sur cette semaine, 50 jeunes issus des centres sociaux et structures

apparentes d'Allemagne, de Suède, d'Angleterre et de France se sont retrouvés pour échanger ensemble sur la justice sociale, les discriminations, mais surtout pour partager leurs expériences d'engagement, leurs espoirs et leurs envies d'agir ensemble au-delà des frontières.

## LES COPAINS D'ABORD



Depuis 2013, Aequitaz, une association oeuvrant pour plus de justice sociale dans notre pays (et ailleurs !), avec qui la FCSF travaille souvent, organise des parlements libres des jeunes, l'occasion pour les jeunes d'exprimer leurs colères, leurs espoirs ou leurs rêves, s'unir et s'organiser collectivement pour améliorer leurs conditions de vies et leur accès au monde du travail. Après une édition régionale en 2013, deux rencontres en 2014, 4 rendez vous sont attendus cet automne, en Rhône-Alpes, en Ile de France, dans le Nord Pas de Calais et dans le Poitou Charente. À suivre !

[www.aequitaz.org/campagne/parlement-rhone-alpes-2015](http://www.aequitaz.org/campagne/parlement-rhone-alpes-2015).

## L'ASTUCE.COM



Proposée par Maxime Bee (anciennement chargé de mission communication à la Fédération de Seine et Marne et aujourd'hui en Loire Atlantique), l'astuce vous propose de faire des images interactives, c'est-à-dire d'insérer des liens de vidéos, de textes, de site, etc. dans une image. À découvrir sur le site [www.thinglink.com](http://www.thinglink.com) ou dans les exemples proposés par Maxime sur [seineetmarne.centres-sociaux.fr/2015/06/24/creer-des-images-interactives-via-thinglink](http://seineetmarne.centres-sociaux.fr/2015/06/24/creer-des-images-interactives-via-thinglink).

## VOUS CONNAISSIEZ ?



## HENRI THÉRY 1923-2009

Un militant associatif aux multiples parcours, il a été vice président (de 1967 à 1969) puis président (1969-1980) de la FCSF, période où il a pu présider 3 Congrès nationaux, agir pour la reconnaissance des centres sociaux par les pouvoirs publics en incitant à la création de l'agrément et de la prestation de service « animation globale ». Eh oui juste cela ! Dans la même période, il sera délégué général de l'Union Nationale Interfédérale des œuvres et Organismes Privées Sanitaires et Sociaux (Uniopss), dont la FCSF est membre et qui fédère aujourd'hui plus de 100 fédérations nationales. Une journée organisée par Mémoires Vives des Centres Sociaux (une association qui s'inquiète de notre histoire !), les Archives Nationales et d'autres structures a eu lieu le 09 octobre pour revenir sur le parcours de ce militant hors normes. [archives.valdemarne.fr/content/autres-manifestations](http://archives.valdemarne.fr/content/autres-manifestations).

## C'ÉTAIT LE...

### 28 SEPTEMBRE 2015

À la Palais de la Femme dans le 11<sup>e</sup> arrondissement de Paris, un foyer d'hébergement de l'Armée du Salut dédié à la prévention de l'exclusion sociale et à l'insertion réservé aux femmes majeurs, la FCSF et le Collectif Pouvoir d'Agir organisait une rencontre publique, intitulée « Ils ne savent pas qu'ils savent », avec Yann le Bossé, psychosociologue, professeur titulaire à l'Université de Laval à Québec. L'occasion de découvrir l'approche qu'il a développée visant le renforcement du pouvoir d'agir des personnes et des collectivités. Pour voir de quoi ça causait : [youtu.be/lKirZraqcdg](http://youtu.be/lKirZraqcdg).



## LE TWEET DU NUMÉRO

**PETIT-LASSAY Claude**  
[@CPL\\_PS72](https://twitter.com/CPL_PS72)  
Foule aussi pour inauguration du nouveau [centresocialduPatis](http://centresocialduPatis) devenu La Grande Maison du Centre Social Simone Veil

## LE CHIFFRE

# 40 MILLE

C'est le nombre de bénévoles d'activités dans les 1105 centres sociaux ayant répondu en 2014 à Senacs, le système d'échange nationale sur l'action des centres sociaux, un observatoire fondé entre la Caisse Nationale d'Allocations Familiales (Cnaf) et la Fédération des Centres Sociaux et socioculturels de France. A cela s'ajoute 17.000 bénévoles administrateurs, et surtout les chiffres ne concernent que la moitié des centres sociaux en France Ca en fait du monde ! Vous le saviez ?

## À LIRE

**QUAND UN PEUPLE PARLE**  
DE BRUNO TARDIEU  
AUX EDITIONS DE LA DÉCOUVERTE

Bruno Tardieu, qui a été délégué général d'ATD Quart Monde, vient de sortir un livre, le fruit d'années de militantisme et d'actions locales, au service des plus démunis. Il y



livre notamment son analyse sur le rôle politique des plus démunis, ouvrant des perspectives sur notre relation à l'argent, le poids du système financier sur le système social.

## C'ÉTAIT EN... 1922

Quelques militants d'une dizaine de résidence sociale créaient la Fédération des Centres Sociaux et socioculturels de France. Et pourquoi ? Pour participer au Congrès de Londres, organisé par la Fédération Internationale des Settlements (IFS en anglais), qui demandait une représentation nationale pour participer. 1922-2015, humm commencez à vous préparer pour le centenaire !

## C'est Possible ! n°1

Une publication de la Fédération des Centres sociaux et socioculturels de France (FCSF)  
10 rue Montcalm  
75869 Paris cedex 18  
Tel : 01 53 09 96 16  
[fcsf@centres-sociaux.fr](mailto:fcsf@centres-sociaux.fr)  
[www.centres-sociaux.fr/](http://www.centres-sociaux.fr/)  
**Comité de rédaction :**  
Julien Bastide, Winston Brugmans, Sébastien Chauvet, Guillaume Coti, Xavier Lionet, Caroline Migot, Catherine Neveu, Benjamin Pierron.  
**Textes :** Julien Bastide, Catherine Mounier, Denis Quenneville, Benjamin Pierron  
**Maquette :** Vincent Montagnana  
**Photos :** droits réservés  
**Impression :** Centr'Imprim  
36100 ISSOUDUN

# Portrait

A chaque numéro, rencontre avec un(e) citoyen(e) engagé(e) pour faire bouger les choses !



## Karim Mimouni

### Qui?

**Karim Mimouni**  
• Né à Beauvais le 2 août 1964

• Marié, 2 enfants, un garçon et une fille

• CAP de maçon, puis petits boulots dans l'agriculture, 11 ans dans la maçonnerie

• Arrive à Paris en 1992, enchaîne les petits boulots, dans la sécurité notamment

• Habite et vit dans le quartier de la rue Petit où il occupe un poste de gardien d'immeuble pour un organisme d'habitat social depuis 2001

**K**arim Mimouni est un homme heureux, il le dit, cela se sent. Quand je le rencontre dans un bistrot de la rue Petit, nous sommes régulièrement interrompus par des passants qui viennent lui faire la bise, l'interpellent...

Visiblement c'est une figure du quartier, tout le monde le connaît et il est populaire. Il a le temps. Le temps de bavarder, d'échanger. C'est pour lui le plus important et c'est ce dont il parle spontanément. Le centre social pour lui, c'est d'abord cela : un lieu d'échanges. « Ça n'est pas venu tout de suite. Je me méfiais des associations au départ, je les voyais à travers les groupes de locataires comme des gens qui s'occupaient de ce qui ne les regardait pas. L'évolution s'est faite machinalement, sans que j'y prenne garde, parce que j'aime bien bricoler, dépanner. Donner un coup de main, ça me faisait plaisir, et aux autres aussi. Je l'ai fait pour les gens de l'immeuble, je me suis taillé une petite réputation, on a commencé à m'apporter des trucs à réparer, à m'appeler pour une fuite ici, un problème là. De fil en aiguille, on bavarde un coup. J'ai compris que ça donnait du plaisir aux gens, et à moi-même. Parallèlement, j'avais conscience d'avoir beaucoup de chance : j'ai un boulot, un toit grâce à mon logement de fonction, une famille... ».

#### « J'EN SAVAIS QUE J'ÉTAIS BÉNÉVOLE... »

Pourtant Karim n'est pas né avec une cuiller en argent dans la bouche, loin de là. Enfant de la DASS (comme on dit), il a été élevé dans une famille d'accueil qui fut sa première vraie chance et qu'il considère comme ses parents. Mais il n'aimait

pas trop l'école et une assistante sociale trop pressée l'a envoyé en maison de redressement. Ses premiers petits boulots à la campagne lui font découvrir le racisme (« venu de nulle part et avec un nom comme le mien, les gens se méfiaient »). Ces deux expériences auraient pu le rendre amer. Mais Karim n'était sans doute pas du bois dont on fabrique les délinquants, ni les frustrés... L'on sent chez lui un goût irrésistible de la vie, une curiosité insatiable, un optimisme à toute épreuve, une tranquillité comme un fond de sagesse. Il prend le temps, celui de vivre et celui de rencontrer les bonnes personnes, celui de savourer les petites merveilles de la vie. « Je ne suis pas immédiatement entré dans le centre social, au début je réparais sur le trottoir car mon immeuble, c'est la porte à côté. Et puis, on se dit bonjour, les gens se confient un peu... C'est fou le nombre de personnes qui ignorent qu'ils ont des droits ou ne savent comment faire pour y accéder! Beaucoup ne maîtrisent pas la langue française et n'arrivent pas à remplir les dossiers administratifs. Alors, naturellement, j'ai poussé la porte et je me suis mis à faire l'écrivain public. A l'époque, je ne savais pas que j'étais bénévole, j'ignorais même le mot. Je rendais service et surtout j'apprenais de tous ceux que je rencontrais et qui m'ont fait voyager gratis. Je remplis leurs papiers, ils me font voyager. C'est ça l'échange. C'est naturel. Avec les petits jeunes du quartier, c'est pareil. Je leur apprends à réparer leurs vélos, leurs scooters, du coup ils me respectent et ils ne viennent pas foutre le bazar dans l'immeuble ni dans le centre. Puis j'ai accompagné les sorties... Alors quand Guillaume (Guillaume Coti, le directeur du centre social J2P - pour Jaurès Pantin Petit, noms de rues et de portes qui délimitent le territoire-) m'a

proposé de rentrer au conseil d'administration, j'ai dit : "Pourquoi pas ?" Pourquoi pas en effet parler pour les gens, être leur porte-parole, puisque je les connais bien, qu'ils me font confiance, que je suis au courant des besoins du quartier? Puis je suis devenu trésorier et maintenant co-président. Cette co-présidence, c'est une complémentarité : moi je suis plutôt terrain, un autre qui sait mieux parler s'occupe des relations avec la mairie. On forme une bonne équipe où salariés et administrateurs travaillent main dans la main ».

#### LA GROSSE PATATE

Son autre objet de fierté, c'est la Grosse patate, une épicerie solidaire qui achète des produits à des paysans qui pratiquent une agriculture raisonnée et les revend aux gens du quartier sans faire de marge : « du petit producteur au petit consommateur, c'est notre devise ». La Grosse patate, c'est tout petit, mais c'est un sacré lieu d'échanges. On y fait même des expositions à l'occasion. C'est d'ailleurs un jeune artiste palestinien de passage qui a peint le rideau de fer, « ça lui a donné confiance et lui a permis d'exprimer les choses difficiles qu'il a vécues ». « Ici, rue Petit, c'est spécial, la rue est coupée en trois. D'un côté les bobos ; au milieu de la rue vers le centre social c'est plutôt populaire et de l'autre côté du périph, là-bas, ce sont majoritairement des Israélites. Mais à la Grosse patate, tout le monde se mélange et se parle. Il n'y a jamais de problème, on se connaît, on discute. Pour les jeunes, c'est formateur de rencontrer des gens différents, de pas toujours rester entre soi, ça leur ouvre l'esprit. Moi je suis curieux, une vraie fouine. Par exemple, je me suis rendu compte que je ne connaissais pas vraiment les Asiatiques. J'avais envie d'en savoir plus sur eux. Comme ça, pour me cultiver. Pas facile car ils sont secrets et ne se lient pas facilement. Mais un bonjour par ci, un coup de main par là- car ils galèrent comme les autres avec les papiers - et maintenant ils m'ont accepté. Cela me paye. Parfois les autres ont du mal à comprendre, ils pensent que je pourrais demander de l'argent pour tout ce que je fais. A quoi bon, franchement? J'ai tout ce qu'il me faut et les rencontres, vraiment c'est mon salaire, j'en sors enrichi comme personne ».

**Il a le temps. Le temps de bavarder. C'est pour lui le plus important... Le centre social pour lui, c'est d'abord cela : un lieu d'échanges.**